Occupy Wall Street, Bay Street and the Street Nearest You

The Canadian Centre for Policy Alternatives released a study in early January highlighting the growing income disparities between the richest and poorest Canadians. Income tax files from 2007 show that the average income of the top 1% of income earners was over \$400,000 compared to about \$44,000 for the average Canadian, almost a tenfold difference. Those who laboured at the minimum wage earned an average of less than \$20,000. As expected, at the upper extreme of the distribution the discrepancy is even starker: the 100 richest individuals (0.01% of income tax filers) earned 189 times more than the average Canadian in 2010. Between 2009 and 2010, total average compensation increased by 27% among these 100 individuals compared to 1.1% for average Canadians. Incomes have grown over 80% among the 100 richest compared to about 5% for the rest of Canadians since 1998.¹

Income inequalities in Canada decreased after the Second World War for over 30 years, but between 1987 and 2007, according to the same report, one third of all income gains went to the richest 1% of Canadians. Rising inequalities and the economic recession led in the fall of 2011 to a protest movement against income inequalities and the influence of large corporations on governments, the so-called "Occupy movement". From Wall Street to Bay Street and in cities in the United States, Canada and Europe, mostly young people camped out for weeks asking for policies favourable to the "99%" of society. Although disorganized and lacking a coherent plan, the movement made headlines for weeks and gave hope to those concerned with improving the well-being of the poor and decreasing income inequalities. Unfortunately, the movement was unstructured and it appears to be fading away since cities evicted the protesters from the public spaces they were occupying.

No one who reads this Journal ignores the tremendous health, social and psychological tolls that income and social inequalities enact on Canadians. Reduction of health disparities due to these inequalities is a priority of public health throughout Canada. In the current challenging political environment, Public Health has a unique opportunity to engage not only with the social, economic and policy disciplines, but also importantly with younger generations of Canadians who were at the forefront of the Occupy movement and who share the values of justice and solidarity to develop long-term strategic approaches to promote social and economic equality. It is a difficult proposal, not always perceived as central to the legal mandates of public health, but there are very few things any of us could do in our careers that could have as much impact on the long-term health and well-being of all Canadians.

Gilles Paradis
Scientific Editor

REFERENCE

1. Mackenzie H. Canada's CEO Elite 100. The 0.01%. Ottawa, ON: Canadian Centre for Policy Alternatives, January 2012. Available at: <http://www.policyalternatives.ca/sites/default/files/uploads/publications/National%20Office/2012/01/Canadas%20CEO%20Elite%20100FINAL.pdf> (Accessed January 10, 2012).

Occupons Wall Street, Bay Street et la rue la plus proche

Le Centre canadien de politiques alternatives a publié début janvier une étude soulignant les écarts croissants de revenu entre les plus riches et les plus pauvres au Canada. Selon les dossiers de l'impôt sur le revenu de 2007, le revenu moyen des 1 % les mieux rémunérés était de 400 000 \$, contre environ 44 000 \$ pour le Canadien moyen – un écart de près de 10 pour 1. Les travailleurs au salaire minimum ont gagné moins de 20 000 \$ en moyenne. Comme on peut s'y attendre, l'écart est encore plus saisissant au sommet de l'échelle : les 100 Canadiens les plus riches (0,01 % des personnes ayant produit une déclaration d'impôt sur le revenu) ont gagné 189 fois plus que le Canadien moyen en 2010. Entre 2009 et 2010, la rémunération moyenne totale a augmenté de 27 % chez ces 100 personnes, contre 1,1 % chez le Canadien moyen. Depuis 1998, le revenu des 100 Canadiens les plus riches a grimpé de plus de 80 %, mais celui de leurs concitoyens n'a augmenté que d'environ 5 %¹.

Les inégalités de revenus au Canada ont diminué pendant plus de 30 ans après la Deuxième Guerre mondiale, mais entre 1987 et 2007, selon la même étude, le tiers des gains de revenus est allé aux 1 % des Canadiens les plus riches. La hausse des inégalités et la récession économique ont donné naissance, à l'automne 2011, à un mouvement de protestation contre les inégalités de revenus et l'influence des grandes entreprises sur les gouvernements – ce qu'on a appelé le mouvement des « indignés ». De Wall Street à Bay Street et dans plusieurs villes des États-Unis, du Canada et d'Europe, des jeunes (pour la plupart) ont établi des campements pendant plusieurs semaines en réclamant des politiques favorables aux « 99 % » de la société. Désorganisé et sans plan cohérent, le mouvement a quand même fait les manchettes pendant des semaines et donné espoir aux personnes soucieuses d'améliorer le bien-être des pauvres et de réduire les inégalités de revenus. Malheureusement, en l'absence de structure, le mouvement semble s'étioler depuis que les villes ont évincé les manifestants des lieux publics qu'ils occupaient.

Aucun lecteur de notre Revue n'ignore les conséquences sanitaires, sociales et psychologiques extrêmement néfastes des inégalités sociales et de revenus sur la population canadienne. Réduire les disparités d'état sanitaire causées par ces inégalités est une priorité de santé publique partout au Canada. Dans le climat politique difficile qui est le nôtre, les milieux de la santé publique ont une occasion unique de s'allier non seulement avec les disciplines sociales, économiques et politiques, mais – tout aussi important – avec les jeunes générations de Canadiens qui étaient aux premières lignes du mouvement des indignés et qui partagent nos valeurs de justice et de solidarité. Ensemble, nous pouvons élaborer des démarches stratégiques à long terme pour promouvoir l'égalité sociale et économique. La proposition est difficile, et elle n'est pas toujours perçue comme essentielle aux mandats légaux de la santé publique, mais rares sont les efforts que nous pouvons faire individuellement, dans notre carrière, qui pourraient avoir autant d'impact sur la santé et le bien-être de tous les Canadiens.

Le rédacteur scientifique,
Gilles Paradis

RÉFÉRENCE

1. Mackenzie, H. Canada's CEO Elite 100. The 0.01%. Ottawa (Ontario), Centre canadien de politiques alternatives, janvier 2012. Sur Internet : <http://www.policyalternatives.ca/sites/default/files/uploads/publications/National%20Office/2012/01/Canadas%20CEO%20Elite%20100FINAL.pdf> (Consulté le 10 janvier 2012).